

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Des-elus-des-Grands-Lacs-opposes-au-bunker-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Des élus des Grands Lacs opposés au « bunker de déchets nucléaires » en Ontario**

1er décembre 2017

Des élus des Grands Lacs opposés au « bunker de déchets nucléaires » en Ontario

Colin Perkel, La Presse canadienne

TORONTO — Une centaine de maires et d'élus de la région des Grands Lacs, au Canada et aux États-Unis, demandent à la ministre canadienne de l'Environnement de ne pas autoriser une société d'État ontarienne à enfouir ses déchets radioactifs dans un bunker tout près du lac Huron.

Dans une lettre ouverte à la ministre Catherine McKenna, les élus disent parler au nom de 16 millions de citoyens qui souhaitent que le projet de la société Ontario Power Generation soit écarté à cause des risques potentiels pour l'environnement, notamment l'eau douce. Les élus déplorent que la société d'État refuse obstinément de considérer d'autres sites pour enfouir les déchets de ses centrales nucléaires.

La Ontario Power Generation (OPG), responsable de la production et de la distribution d'électricité dans cette province, souhaite construire, au coût de 2,4 milliards \$, une soue en béton sur le site de la centrale nucléaire de Bruce, près de Kincardine — et des berges du lac Huron. La société d'État veut enfouir ainsi pendant des années des centaines de milliers de mètres cubes de déchets radioactifs « à faible et moyenne activité » dans un bunker à 680 mètres sous terre, « dans des couches géologiques profondes ».

L'OPG soutient que c'est là la méthode la plus sûre et la plus efficace pour traiter ces déchets. Elle a d'ailleurs obtenu en mai 2015 le feu vert d'une commission d'examen conjoint, créée en janvier 2012 par le ministre fédéral de l'Environnement, le conservateur Peter Kent, et par la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Depuis, les gouvernements conservateur et libéral, conscients du caractère controversé du projet, hésitent à donner leur approbation finale. En attendant, l'OPG soutient que des délais considérables pourraient occasionner des dépassements de coûts de milliards de dollars.

À la demande de la ministre McKenna, l'OPG a présenté cette année son analyse d'autres scénarios, mais les opposants jugent que la société d'État n'était pas sérieuse dans sa démarche. Et au mois d'août, la ministre fédérale a demandé à l'OPG plus d'informations concernant les impacts du projet sur les Autochtones de la région, dont l'appui est crucial.

Les membres de la première nation ojibwée de Saugeen, sur les berges du lac Huron, ont indiqué la semaine dernière qu'ils étaient en plein processus de réflexion, ce qui pourrait prendre au moins un an. Si les Ojibwés approuvaient le projet, le gouvernement fédéral devrait alors décider s'il accorde une autorisation finale mais conditionnelle. Les opposants souhaitent quant à eux qu'Ottawa fasse avorter immédiatement le projet.

Dans leur lettre ouverte, les élus des Grands Lacs dénoncent les prétentions de l'OPG, qui soutient que la population en général ne s'inquiète pas du projet. Ils soutiennent plutôt que différents ordres de gouvernements dans le bassin des Grands Lacs, représentant 23 millions de personnes, ont adopté 230 résolutions pour s'opposer à tout enfouissement de déchets nucléaires dans la région.